

Communiqué de presse

8 octobre 2009



Cabinet du ministre d'Etat

A l'occasion du premier colloque européen sur la Précarité énergétique en Europe
Valérie Létard,
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du
Développement durable et de l'Aménagement du territoire, en charge des Technologies vertes
et des Négociations sur le climat,
annonce l'installation d'un observatoire national de la précarité énergétique en janvier 2010

Paris, le 8 octobre 2009

Un foyer qui consacre plus de 10% de ses revenus à ses factures énergétiques peut être considéré en situation de précarité énergétique selon la définition anglaise. En Europe, on estime qu'il pourrait y avoir jusqu'à 125 millions de personnes dans cette situation. En France, c'est le cas de près d'un foyer sur 5. Ces réalités sont inacceptables.

C'est pourquoi, après avoir créé un groupe spécifique sur la précarité énergétique au sein du plan bâtiment du Grenelle, Valérie Létard, a demandé à Philippe Van de Maele, Président de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), de lancer dès janvier prochain un observatoire national de la précarité énergétique.

Cet observatoire tiendra compte des échanges et des informations réalisés ce jour dans le cadre du premier colloque européen « Précarité énergétique en Europe » organisé par les partenaires du projet EPEE (Etude de la Précarité Énergétique en Europe).

La mise en place d'un observatoire national de la précarité énergétique devra répondre à deux objectifs :

- Mesurer les phénomènes de précarité énergétique dans le temps et les territoires afin d'en identifier le nombre, les causes, les facteurs et les conséquences
- Assurer le suivi des aides publiques et privées apportées aux ménages en impayés d'énergie et plus globalement aux ménages précaires

Les observations et résultats permettront également de suivre les impacts des politiques publiques mises en place et mobiliser les acteurs concernés.

Valérie Létard confie cette mission à l'ADEME : l'Agence rassemblera l'ensemble des partenaires impliqués (entreprises du secteur énergie, associations, organismes publics, bailleurs sociaux, collectivités territoriales, ministères ...) afin de rendre l'observatoire opérationnel en janvier prochain.

Les démarches de l'ADEME sur la précarité énergétique sont nombreuses:

- Elle appuie les acteurs locaux, et notamment les Conseils Généraux à renforcer les actions d'accompagnement des travaux afin de ne pas se limiter à une aide aux ménages pour régler leurs factures d'énergie impayées : il faut faire le diagnostic des logements, réaliser des travaux de performance énergétique et sensibiliser aux économies d'énergie.
- Sur le terrain de la recherche, l'ADEME cherche à mutualiser les initiatives des différents acteurs dans ce domaine pour les rendre plus efficaces. Elle soutient aussi les échanges entre les pays Européens comme dans le cadre du programme EPEE dont elle est l'un des acteurs.
- L'ADEME est force de propositions notamment pour de futures mesures. Elle recommande d'autre part d'inscrire des objectifs de performance énergétique dans les dispositifs sociaux existants, et d'adapter certaines mesures du Grenelle Environnement aux ménages les plus modestes.
- Elle participe enfin à la sensibilisation et la formation des professionnels du secteur social à la précarité énergétique.

Service de presse, Valérie Létard, Myra Frapier, 01 40 81 79 13
Service de presse ADEME – GolinHarris, 01 40 41 55 01
servicedepresseademe@golinharris.com